

Philippe Meirieu, spécialiste en sciences de l'éducation

APPRENDRE AUX ÉLÈVES À GRANDIR ENSEMBLE

Dans un livre écrit avec le philosophe Abdennour Bidar, le pédagogue appelle de ses vœux un grand projet capable de remobiliser les acteurs du système éducatif.

PROPOS RECUEILLIS PAR KARINE HENDRIKS



Philippe Meirieu

Professeur des universités émérite en sciences de l'éducation, auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont *Dictionnaire inattendu de pédagogie* (ESF Sciences humaines, 2021).
► meirieu.com

Vous publiez un nouveau livre sous forme de dialogue avec le philosophe Abdennour Bidar. Pourquoi avoir choisi cette forme originale ?

Philippe Meirieu : C'est Abdennour Bidar qui en a pris l'initiative, et j'ai trouvé extrêmement intéressant de croiser nos regards. Il a une approche philosophique, moi une approche plus pédagogique et pragmatique des questions éducatives. Nous nous complétons bien en termes de sensibilité et de connaissance du système éducatif. Ce dialogue permet de sortir des polémiques stériles. Nous ne sommes pas toujours d'accord mais, finalement, nous convergions beaucoup !

Vous dressez le constat d'une crise profonde. Comment en est-on arrivé là ?

P. M. : Cette crise, nous la lions pour l'essentiel à l'absence de finalité de l'éducation. La machine tourne, plus ou moins bien, mais ne se préoccupe plus de savoir quels humains elle forme et pour quelle société. Nous recherchons une « efficacité de l'école », associée à l'apprentissage de compétences reproductibles, évaluables, laissant échapper une dimension éducative plus large, absolument fondamentale.

Et nous ratons en partie cette cible essentielle qui est de donner le goût et l'envie d'apprendre, et d'apporter à chacun les moyens de se réconcilier avec soi-même, les autres et le monde.

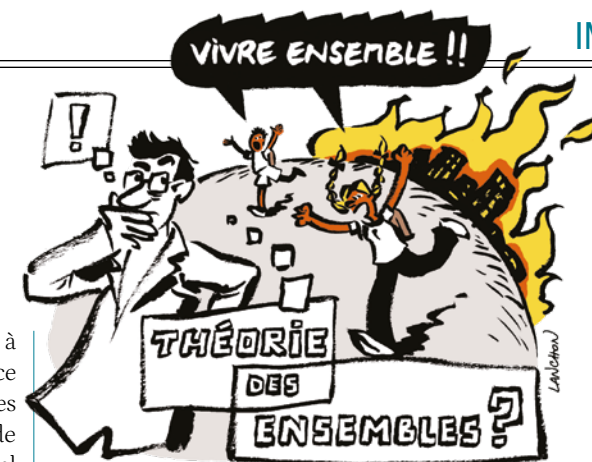
Certains regrettent « l'école d'hier », appellent au retour aux « fondamentaux ». Ce n'est pas votre propos ?

P. M. : L'école de Jules Ferry avait des finalités claires. Elle visait à former des citoyens et des soldats pour préparer la revanche contre l'Allemagne et guerroyer dans les colonies. Aujourd'hui, on assiste à un certain nombre de phénomènes de société : montée de l'individualisme, d'une forme de dogmatisme et de communautarisme, déferlante des réseaux sociaux et des écrans, qui met à mal les capacités d'attention et de liberté de penser des enfants, impact de la machinerie publicitaire... Il ne s'agit plus de former des guerriers mais des gens capables de résister aux gourous de toutes sortes, aux fake news et aux théories du complot, de dépasser les intérêts individuels pour œuvrer au bien commun. Il nous faut repenser ce que les spécialistes appellent le « curriculum », c'est-à-dire l'organisation de

l'enseignement, pour qu'il corresponde à ces nouveaux défis. On voit bien que ce projet pour l'école manque. D'ailleurs, les lois d'orientation, que ce soit celle de Vincent Peillon ou celle de Jean-Michel Blanquer, ne sont même pas des lois rédigées, mais des corrections du code de l'Éducation. Ces ajustements mécaniques ne sont pas portés par une vision d'avenir fondée sur les besoins de notre société.

Concrètement, par quoi faudrait-il en passer pour « refonder » l'école ?

P. M. : Nous appelons non à une révolution qui abolirait tout, mais à ce que les acteurs investissent autrement leur mission éducative, qu'ils ne soient pas de simples distributeurs de savoir. Aujourd'hui, le ministère de l'Éducation nationale fait fonctionner l'institution : il faut qu'il y ait un professeur devant chaque classe. C'est indispensable. Mais il faut aussi que l'institution soit attentive à certains impératifs sociétaux. Prenons un exemple simple : tout le monde se plaint de la montée de l'individualisme, mais personne n'a travaillé à la mise en œuvre institutionnelle – dans les textes, ça y est, Freinet a tout dit ! – des pédagogies coopératives, qui s'adressent à tous et à toutes et pas simplement à quelques enfants privilégiés. Aux yeux de beaucoup de parents, seules les écoles hors contrat se préoccupent de solidarité, de coopération ou d'écologie. Je ne jette pas la pierre aux parents. Je dis à l'Éducation nationale : regardons ces exigences et intégrons-les réellement, pas simplement en faisant de « l'éducation à », qui n'est souvent pas prise au sérieux parce que ce n'est pas là-dessus que les élèves sont évalués !



Il faut permettre aux élèves de « grandir en humanité », selon le titre de votre livre. Qu'entendez-vous plus précisément ?

P. M. : C'est pour nous la finalité de toute éducation. C'est augmenter en nous ce qui nous fait proprement humain, nous permet d'être un sujet, un être conscient de son « humaine condition », solidaire des autres humains avec qui il partage les mêmes questions fondamentales et la même et unique planète. C'est assumer ce qui « nous a fait » (notre histoire, nos héritages sociaux et culturels, nos rencontres et nos accidents de la vie) sans nous y laisser enfermer. L'éducateur est celui qui dit à l'enfant et à l'adolescent : « Que vas-tu faire, toi, avec ce qui t'a fait ? Je suis là pour t'aider à choisir ce que tu vas devenir car tu n'es pas condamné à reproduire ton passé. » Mais, « grandir en humanité », c'est aussi découvrir qu'on ne peut pas se réaliser tout seul. C'est tenter de résoudre nos problèmes autrement que par les rapports de force et la violence, avoir des relations à autrui qui ne soient pas des relations de pouvoir, comme le prônait le philosophe Emmanuel Lévinas.

Vous vous interrogez notamment sur le rôle et la place de l'enseignant. Comment devraient-ils évoluer ?

P. M. : Pour nous, ce qui est fondamental, c'est que l'enseignant retrouve le sens, la valeur, le projet fondateur de son métier. Son rôle, c'est bien de transmettre des connaissances, de donner aux élèves >>>

“
On est
bien plus
intelligents
et bien
plus
efficaces
à
plusieurs.
”

>>> les moyens de comprendre le monde et de se comprendre dans le monde. Mais, pour le faire dans une visée émancipatrice, il doit transmettre à l'élève le désir d'apprendre, le goût de la précision, de la justesse et de la vérité, lui permettre de s'approprier des savoirs qu'il pourra réutiliser de manière autonome. Bref, il faut que l'enseignant soit pédagogue... Le problème, c'est qu'aujourd'hui l'institution l'enferme trop souvent dans des cadres rigides, le contraint à privilégier l'évaluation permanente au détriment des acquisitions sur le long terme. Il faudrait donner à l'enseignant la possibilité de gérer son temps plus librement pour accompagner l'élève dans sa progression jusqu'à ce qu'il se dépasse plutôt que de lui coller des étiquettes qui vont déterminer son « orientation ». Ce qui lui permettrait de mettre en œuvre des méthodes beaucoup plus coopératives. Cela passe par plus de travail d'équipe et plus de liberté pédagogique.

Enseigner devrait devenir « un sport d'équipe », écrivez-vous : n'est-ce pas contradictoire avec la notion de liberté pédagogique, à laquelle les enseignants sont si attachés ?

P. M. : Si l'on conçoit la liberté pédagogique comme la possibilité de « n'en faire qu'à sa tête », bien évidemment, oui ! Mais pour la plupart des enseignants il s'agit plutôt d'une liberté d'inventer, de mettre en œuvre, d'évaluer et d'améliorer « ce qui sera le plus utile aux élèves », ce qui va leur permettre d'apprendre le mieux possible et de s'émanciper. Et, pour cela, on est bien plus intelligents et bien plus efficaces à plusieurs.

Vous évoquez aussi l'essor du numérique. En quoi menace-t-il l'école ?

P. M. : Le numérique n'est ni bon, ni mauvais en soi. Il est un *pharmakon*, comme disaient les Grecs de la digitaline : selon

la dose et l'usage, cela soigne ou tue. Aujourd'hui, parce qu'il est très largement inscrit dans les logiques commerciales, il peut se révéler dangereux pour nos enfants. Mais ce n'est pas pour autant que l'école doit le boudier... Elle est précisément l'endroit où l'on peut apprendre un usage du numérique contributif et coopératif, lucide et critique. Cela dit, je suis convaincu que, sur ce sujet, l'école ne peut pas tout seule. Elle a besoin des parents comme les parents ont besoin d'elle. Et il me semble vraiment essentiel que les parents et l'école travaillent ensemble. Je voudrais que, dans tous les établissements, il y ait une commission mixte parents-professeurs chargée de réfléchir à la question des écrans et de proposer des rencontres ou activités régulières à toute la communauté éducative.

Les enseignants sont-ils prêts ? Pensez-vous que ce vous proposez soit réalisable ? Vous semblez en douter à la fin de l'ouvrage...

P. M. : La crise de recrutement des enseignants est un signe de désarroi particulièrement préoccupant. Cela tient au manque de reconnaissance en matière de salaire, mais aussi, j'en suis convaincu, au déficit en matière de projet politique. Nous plaçons pour qu'on redonne un cap et des perspectives à l'Éducation nationale. Je ne sais pas si les enseignants sont prêts à faire cette « révolution » mais je suis convaincu qu'il faut leur proposer quelque chose qui fasse sens pour eux et arrêter cette multitude de réformes de tuyauterie qu'ils ne comprennent guère. Et puis, tant qu'on n'a pas essayé de retrouver ce « souffle », on ne peut pas dire que ça ne marchera pas ! Tout le monde aujourd'hui se réfère à Jules Ferry, mais le problème n'est pas de copier Jules Ferry, c'est d'avoir le même courage que lui, il y a un siècle et demi, pour proposer une école qui réponde aux défis de notre temps. ■

À LIRE



Grandir en humanité.
Libres propos sur
l'école et l'éducation,
d'Abdenmour Bidar
et Philippe Meirieu
(Autrement, 2022)